



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

calamités agricoles

Question au Gouvernement n° 3277

Texte de la question

SÉCHERESSE

M. le président. La parole est à Mme Delphine Batho, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Mme Delphine Batho. Monsieur le président, chers collègues, la sécheresse frappe durement les Deux-Sèvres, comme quarante-deux autres départements.

C'est une catastrophe écologique et économique dont les conséquences sont dramatiques pour les agriculteurs et en particulier les éleveurs, dont certains font désormais abattre leur bétail.

Cette catastrophe s'ajoute à la crise qui frappe déjà le monde agricole : 40 000 agriculteurs ont demandé le RSA en 2010, et j'imagine que personne ne dira que ce sont des assistés ! *(Quelques applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Pour faire face à la sécheresse, monsieur le ministre de l'agriculture, vous avez annoncé un certain nombre de mesures d'urgence. Mais, vous le savez comme nous, elles ne suffiront pas.

Il faut de toute urgence protéger les éleveurs contre la spéculation.

Pourquoi ne décidez-vous pas d'interdire le broyage des pailles ? Pourquoi ne prenez-vous pas des mesures fortes de blocage des prix du fourrage, comme cela avait été fait en 1976 ? C'est à l'État d'intervenir !

Au-delà de l'urgence et de la solidarité, ne pensez-vous pas qu'il est temps de s'interroger sur une politique agricole fondée sur la surconsommation de la ressource en eau ?

Ce n'est pas un hasard si, dans les départements où les grandes cultures irriguées sont les plus importantes, les restrictions d'eau sont en moyenne deux fois plus nombreuses depuis plusieurs années.

L'irrigation massive a été encouragée à grand renfort de subventions publiques. Les primes PAC sont ainsi supérieures de 60 % pour du maïs irrigué par rapport à du maïs non irrigué.

Cette politique agricole toujours plus dépendante en eau appauvrit les agriculteurs et la société n'en veut plus.

Monsieur le ministre, la sécheresse est une alerte. Depuis des années, les socialistes demandent une réorientation de notre modèle agricole *(Protestations sur quelques bancs du groupe UMP)* afin de faire vivre des agricultures diversifiées, durables et performantes pour une ruralité vivante. Cela implique une réelle volonté d'adapter les cultures à nos régions. Que faites-vous pour changer un modèle qui fait faillite ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Madame Batho, vous me permettrez, dans la situation dramatique que traversent tous les agriculteurs et en particulier les éleveurs, de me concentrer sur les urgences plutôt que de réfléchir au modèle agricole que nous pourrions développer dans les années à venir. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Les éleveurs vivent un drame économique mais aussi, je tiens à le souligner, un drame humain et un drame moral. Après une année 2009 calamiteuse pour leur revenu, 2010 fut meilleure pour les agriculteurs. La sécheresse les plonge à nouveau dans la détresse. Chacun sur ces bancs a certainement conscience des difficultés dans lesquelles se débattent des milliers d'éleveurs partout en France.

Les solutions passent par deux types d'action sur lesquelles nous travaillons nuit et jour avec le Gouvernement,

le Premier ministre et Nathalie Kosciusko-Morizet.

La première chose que demandent les éleveurs, c'est d'avoir du fourrage et de la paille en quantité suffisante pour nourrir leurs bêtes, à un prix qui soit attractif. Je suis en train d'organiser la solidarité entre les éleveurs et agriculteurs des zones de grandes cultures. Il reste une semaine à ces derniers pour nous apporter la preuve que des contrats permettront de fournir des quantités de paille suffisantes aux éleveurs à un prix qui ne doit pas excéder 23, 24 ou 25 euros la tonne sur champ. Si ce n'était pas le cas, si dans les huit jours cette solidarité n'était pas organisée, nous déciderions de dispositifs obligatoires pour interdire le broyage des pailles à l'échelle nationale.

M. Christian Paul. Dépêchez-vous !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. En second lieu, nous voulons prendre des mesures pour soutenir la trésorerie des éleveurs. Si j'ai voulu réunir le fonds de garantie des calamités agricoles en juin, obtenir de l'Union européenne qu'elle verse ses aides de façon anticipée, réunir les préfets pour examiner, exploitation par exploitation, ce qui peut être fait, avec l'aide des banques et des assurances, c'est que je veux soutenir la trésorerie des éleveurs. Nous sommes totalement à leurs côtés, nous ne les laisserons pas dans la détresse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Delphine Batho](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3277

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 mai 2011